

Filip Reyntjens : "Le pouvoir semble soudé face à une opposition qui ne l'est pas"

RFI, 25-04-2017 Burundi : «Un pouvoir qui semble uni» Le Burundi est dans l'impasse. Deux ans jour pour jour après le début d'une grave crise politique, née de la volonté du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat, l'économie est en récession : 1/4 de la population a un besoin urgent d'aide humanitaire et le pays fait face à une grave épidémie de paludisme.

Depuis deux ans, les violences ont fait entre 500 à 2000 victimes selon l'ONU et les ONG et poussés plus de 400 000 personnes à l'exil, et le dialogue inter burundais de sortie de crise est totalement en panne. Notre invité, le professeur belge Filip Reyntjens, spécialiste du Burundi, nous explique pourquoi. «Le pays est dans l'impasse dans le sens où il fait l'objet de sanctions et que ces sanctions ont un effet pas seulement sur l'ensemble de la population mais même les élites urbaines sur lesquelles -en partie- repose d'ailleurs le pouvoir. Mais malgré tout cela, il y a également un air de normalité, entretenu par le pouvoir et qui dit en substance, qu'il n'y a pas de crise au Burundi. Ce qui lui permet, malgré que la situation se dégrade de plus en plus, permet au pouvoir de résister à toute tentative d'exercer une pression sur lui. Le président Nkurunziza a décidé juste après la tentative de coup d'Etat de dire qu'il n'y a pas de crise mais aussi de dire que personne n'a le droit de s'ingérer dans les affaires internes du Burundi, ni la communauté internationale (l'ONU), ni l'Union africaine, ni l'organisation régionale (l'AfCtU). ...On voit un pouvoir qui semble, je dirais, être soudé face à une opposition politico-militaire qui ne l'est pas et cela renforce le pouvoir.» Tout le monde semble avoir les yeux braqués sur le prochain le sommet des chefs de la région. Que faut-il en attendre ? «On peut espérer que les chefs d'Etat de la région tentent d'exercer une influence, des pressions je ne le pense pas. On a vu par exemple que Nkurunziza n'a pas envie d'écouter les bons conseils et si cela se limite à de bons conseils, alors on n'avance pas. La prochaine échéance, c'est évidemment les prochaines élections. On voit déjà se dessiner un amendement constitutionnel, notamment au sujet de la limitation du nombre de mandats présidentiels ce qui permettra au président de briguer un nouveau mandat en 2020. Mais je n'exclus pas la possibilité dans la ligne d'une longue tradition burundaise d'une révolution au palais à l'instar de l'ancien CNDD "FDD" où certains dirigeants de leur parti verraient que leurs de plus en plus menacés par la politique pratiquée par Nkurunziza et qui décideraient de le renverser et de le remplacer par quelqu'un d'autre.» Par Esdras Ndikumana

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});